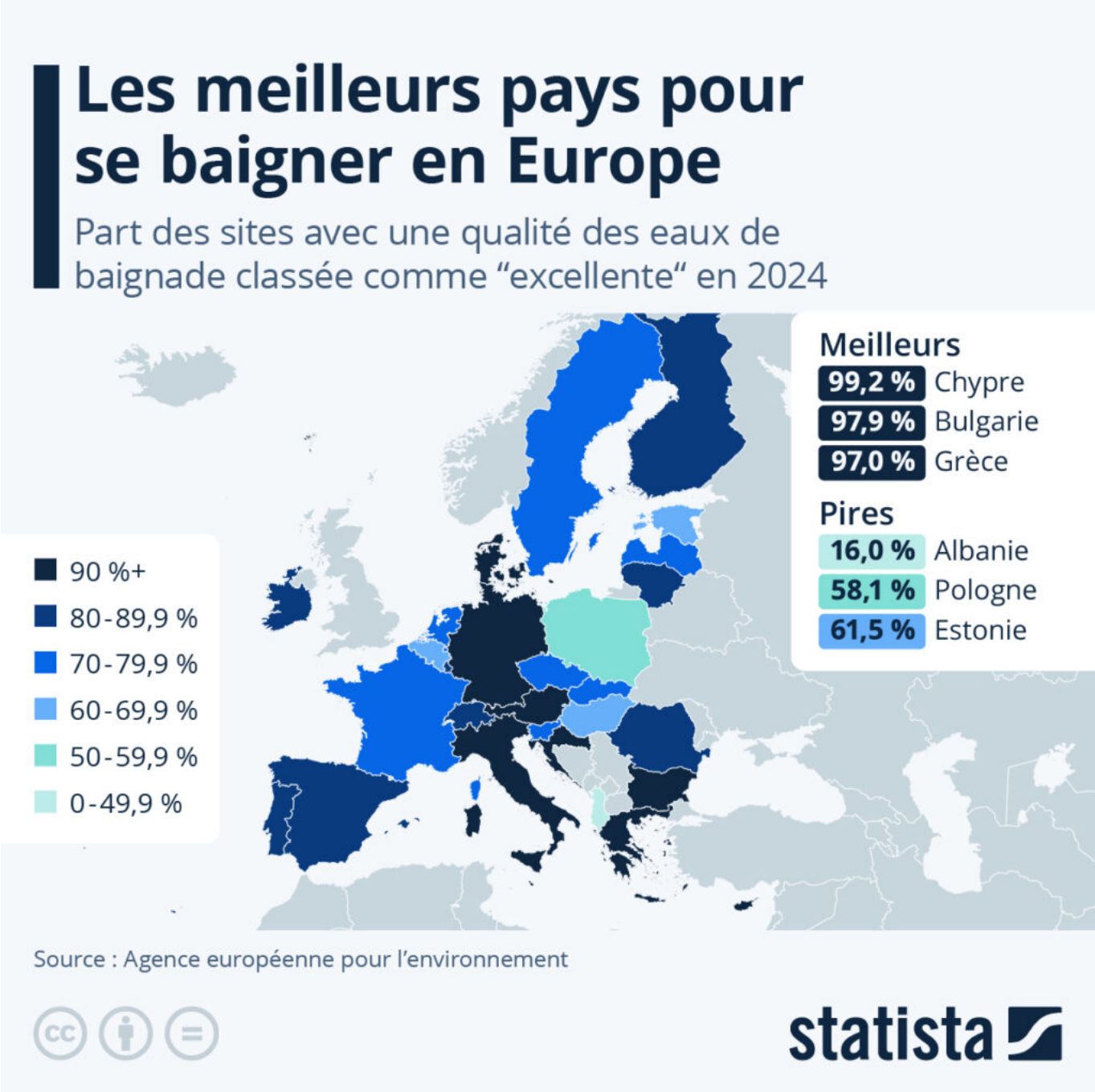
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Les meilleurs pays pour se baigner en Europe



La baignade et les sports nautiques sont des activités extrêmement populaires durant la période estivale.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Chaque année, l'Agence européenne pour l'environnement publie son évaluation de la qualité sanitaire et environnementale des eaux de baignade. Et, comme le montre notre infographie, c'est Chypre, la Bulgarie, la Grèce, l'Autriche et la Croatie qui arrivaient en tête pour la qualité de leurs eaux de baignade en 2024 : plus de 95 % des sites de ces pays avaient une eau jugée de qualité « excellente » l'année dernière.

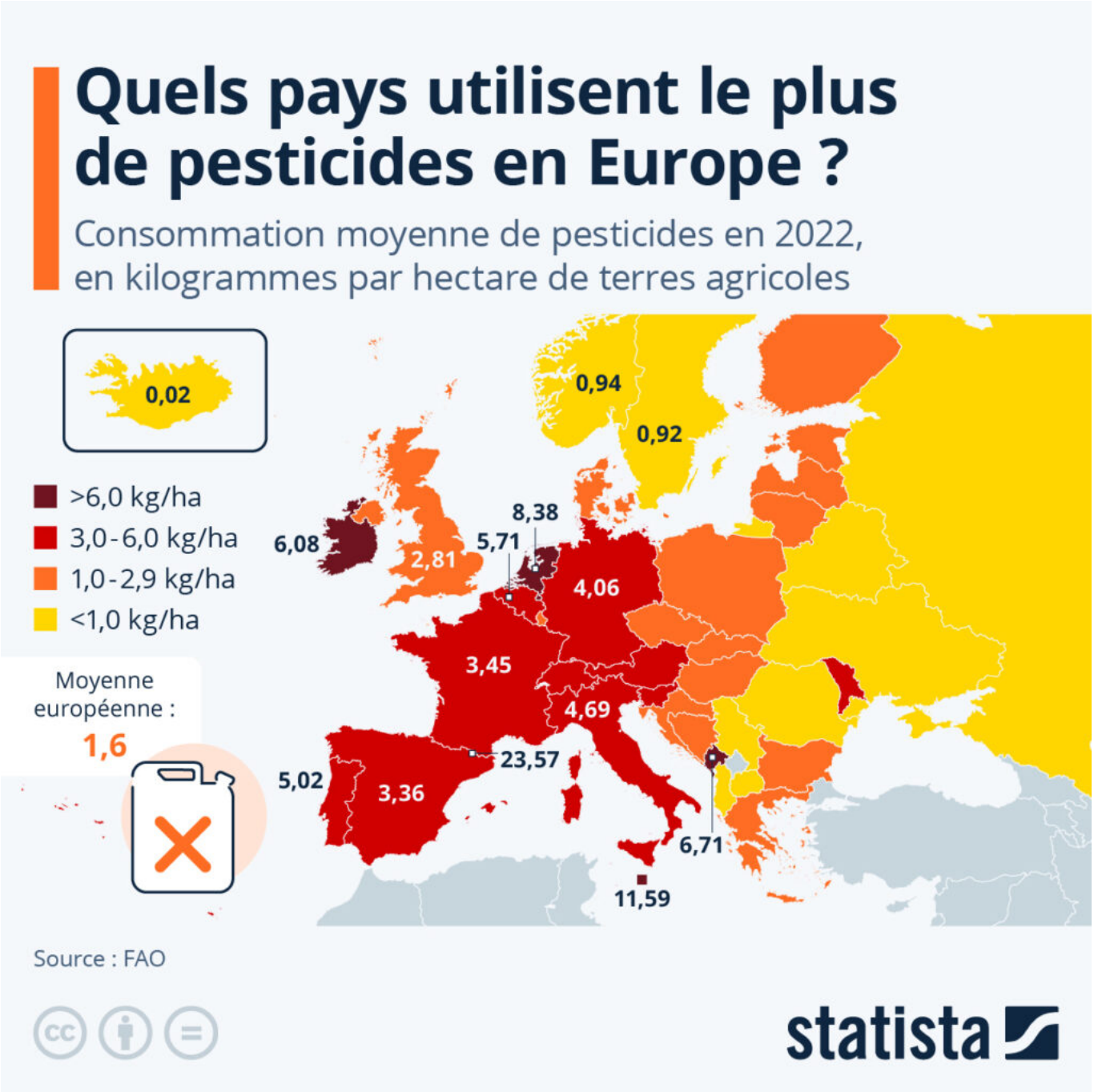
En France, environ 75 % des sites ont obtenu cette distinction en 2024 (sur plus de 3 300 surveillés), un score correct bien qu'il soit inférieur à la moyenne de l'Union européenne (85,4 %). Dans le détail, 8,5 % des sites restants présentaient une eau de « bonne » qualité, 2,1 % étaient classés en niveau « suffisant » et 1,5 % « mauvais », ce qui correspond à 332 sites de baignade dans l'UE. Seulement 4 pays comptaient 3 % ou plus d'eau de baignade de mauvaise qualité : la France (3,4 %, soit 115 sites de baignade), les Pays-Bas (3,9 % ou 29 sites), la Suède (4,0 %, ou 19 sites) et l'Estonie (4,6 % pour un total de trois sites).

De Valentine Fourreau pour Statista

Quels pays utilisent le plus de pesticides en Europe ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025



Depuis 1990, l'usage des pesticides au niveau mondial a plus que doublé. Si les ventes de produits phytosanitaires ont augmenté presque partout dans le monde, les hausses les plus fortes ont été enregistrées en Amérique du Sud, en Océanie et en Afrique. Sur le continent européen, le volume de pesticides utilisés chaque année n'a que peu diminué, passant d'un peu plus de 5 millions de tonnes en 1990 à 4,7 millions de tonnes en 2022.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Question sensible du dossier agricole en France, le sujet de la réduction de l'usage des pesticides est revenu sur le devant de la scène avec l'adoption, mardi 8 juillet, de la loi Duplomb. Le texte controversé, qui entend répondre à certaines demandes du monde agricole, prévoit par exemple de réintroduire sous condition l'acétamipride, un pesticide néonicotinoïde interdit en France depuis 2020. En février 2024, sous la pression du premier syndicat agricole français, la FNSEA, le gouvernement de l'ancien Premier ministre Gabriel Attal avait également décidé de suspendre le plan Ecophyto, qui visait à réduire de 50 % l'usage des pesticides d'ici 2030 par rapport à la période 2015-2017.

En valeur absolue, la France fait partie des plus gros consommateurs européens de pesticides, avec la Russie, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Un chiffre corrélé à la taille de la surface agricole, l'Hexagone possédant la plus vaste de l'Union européenne devant l'Espagne. Si l'on regarde l'utilisation de pesticides ramenée à la surface cultivée, la France se situe malgré tout au-dessus de la moyenne européenne. L'agriculture française a utilisé en moyenne 3,45 kilogrammes de pesticides par hectare de terres en 2022, selon les données les plus récentes de la FAO, soit bien plus que la moyenne des quarante pays européens étudiés cette année-là (1,6 kg par hectare). Comme le montre notre carte, les chiffres varient de plus de 23 kilogrammes par hectare en Andorre, à moins d'un kilogramme par hectare dans plusieurs pays scandinaves, des Balkans, d'Europe de l'Est ou encore en Islande.

La nature et les quantités de pesticides utilisés sont très variables selon les types de culture, c'est pourquoi on observe de grandes différences entre les pays (et également entre les régions d'un même pays). Les territoires qui ont développé une agriculture très spécialisée, avec des cultures intensives gourmandes en pesticides, comme la pomme de terre, les arbres fruitiers et la viticulture, ont notamment tendance à afficher les valeurs les plus élevées.

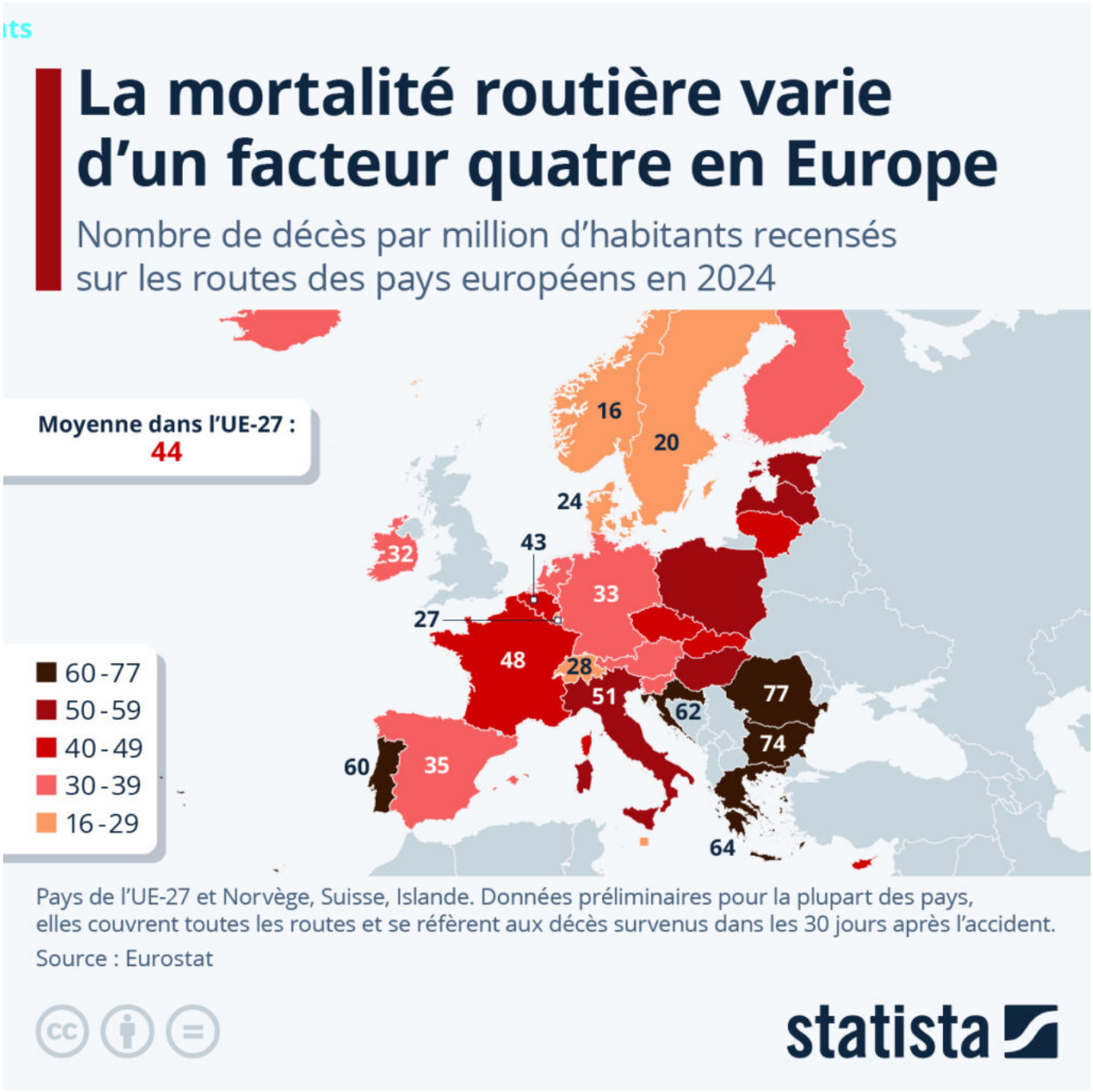
Sur le même sujet : le nombre de pesticides potentiellement dangereux encore utilisés dans les pays de l'UE (parmi ceux dont la substitution est recommandée par l'UE).

De Valentine Fourreau pour Statista

Mortalité routière : quels pays européens déplorent le plus de victimes ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025



D'après le bilan annuel préliminaire de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR), 3 190 personnes ont perdu la vie sur les routes de France métropolitaine en 2024 (2 477 hommes et 713 femmes), soit 23 tués de plus qu'en 2023 (+0,7%) et 54 de moins qu'en 2019 (-1,7%). En proportion de la population, le taux de mortalité routière était de 48 décès par million d'habitants en 2024, un chiffre stable par rapport à 2023 et en légère baisse comparé à 2019 (50 décès par million).

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Qu'en est-il de la sécurité routière chez nos voisins européens ? Selon les données préliminaires publiées par la Commission européenne, en 2024, les 27 États membres de l'UE affichaient un taux de mortalité routière moyen de 44 décès par million d'habitants, ce qui classe donc la France plutôt parmi les mauvais élèves du continent. Le taux de mortalité routière mesuré dans l'Hexagone (48 décès par million) était ainsi similaire à celui enregistré en Italie (51 par million), en Estonie (50 par million), en Slovaquie (47 par million) et en Tchéquie (45 par million). En comparaison, le taux se situait autour de 34 décès par million d'habitants chez nos voisins espagnols et allemands.

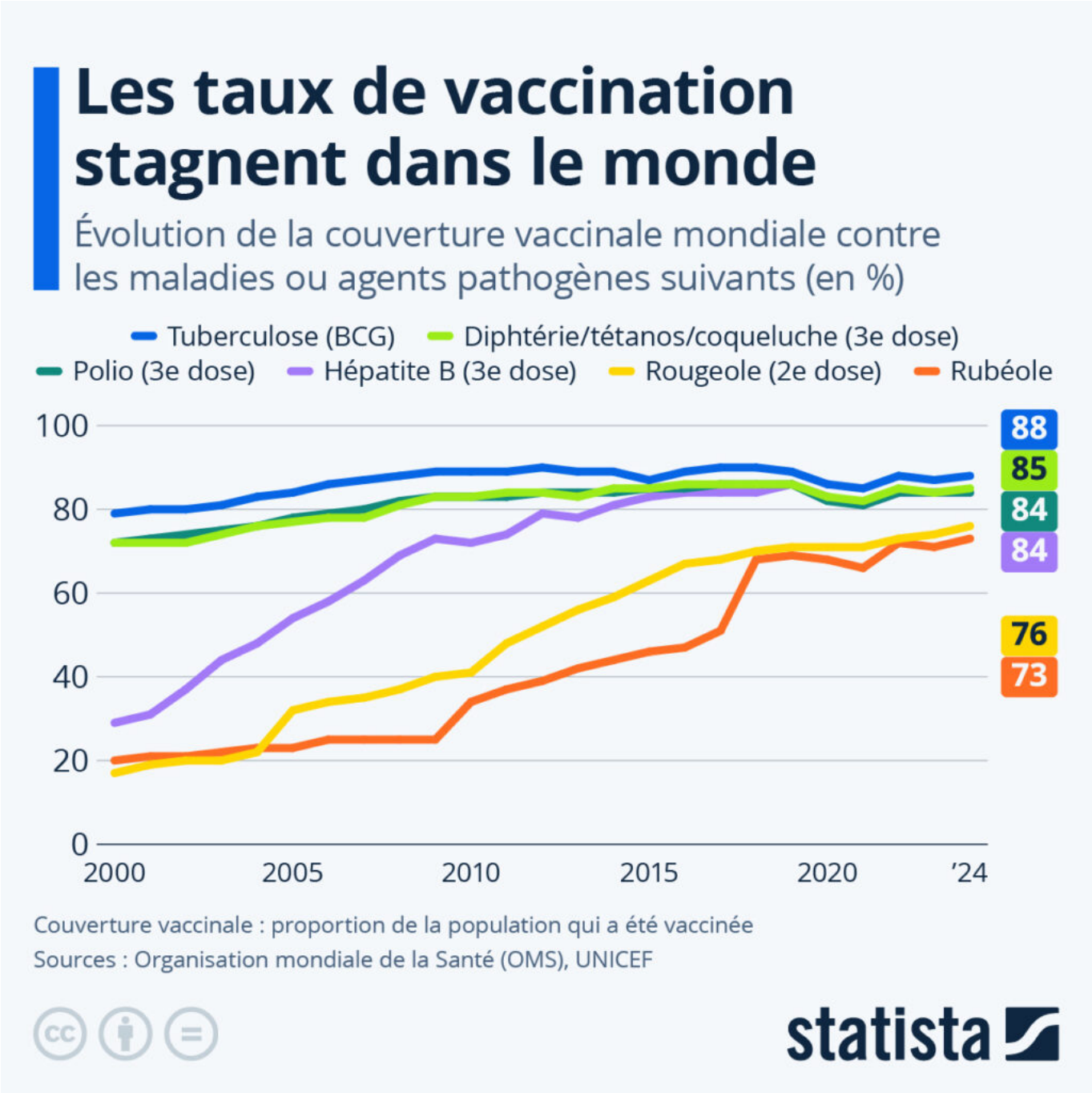
Comme l'indique notre carte, les taux les plus élevés de morts sur les routes de l'UE ont été mesurés en Roumanie, en Bulgarie et en Grèce, avec respectivement 77, 74 et 64 décès par million d'habitants en 2024. À l'inverse, les meilleurs élèves européens en matière de sécurité routière sont les pays scandinaves. Si l'on se base sur les taux d'accidents mortels l'an dernier, la Norvège (16 décès par million d'habitants), la Suède (20 par million) et le Danemark (24 par million) présentaient les niveaux de mortalité les plus bas, soit trois à quatre fois moins élevés qu'en Europe de l'Est.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les taux de vaccination stagnent dans le monde

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025



Des données publiées le 15 juillet par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF confirment la stagnation de la couverture vaccinale à l'échelle mondiale ces dernières années. En 2024, 14,3 millions d'enfants dans le monde étaient dits « zéro dose », c'est-à-dire qu'ils n'avaient reçu aucun vaccin, un chiffre qui n'a quasiment pas évolué en deux ans (14,5 millions en 2022). Le nombre d'enfants non vaccinés reste également supérieur à celui enregistré en 2019 (12,8 millions), avant que la pandémie de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Covid-19 ne vienne perturber les services de santé. Dans le détail, plus de la moitié des enfants non vaccinés vivent dans la trentaine de pays qui se trouvent actuellement en situation de fragilité, de conflit ou de vulnérabilité.

Comme l'indique notre infographie, le pourcentage d'enfants ayant reçu trois doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC), l'un des principaux marqueurs des progrès mondiaux de la vaccination, s'élevait à 85 % en 2024, soit un chiffre inférieur au pic de 86 % atteint entre 2016 et 2019, avant la pandémie de Covid. Les données montrent également une stagnation du taux de vaccination contre la polio à 84 % (alors qu'il était de 86 % entre 2017 et 2019) et de la tuberculose à 88 % (contre un pic à 90 % en 2017 et 2018). Quant à la couverture vaccinale mondiale contre la rougeole, après d'importants progrès mesurés entre 2004 et 2016, le taux progresse désormais à un rythme beaucoup plus lent : il était de 76 % en 2024 (contre 71 % en 2019), soit un chiffre encore loin du niveau de couverture de 95 % nécessaire pour prévenir efficacement les épidémies.

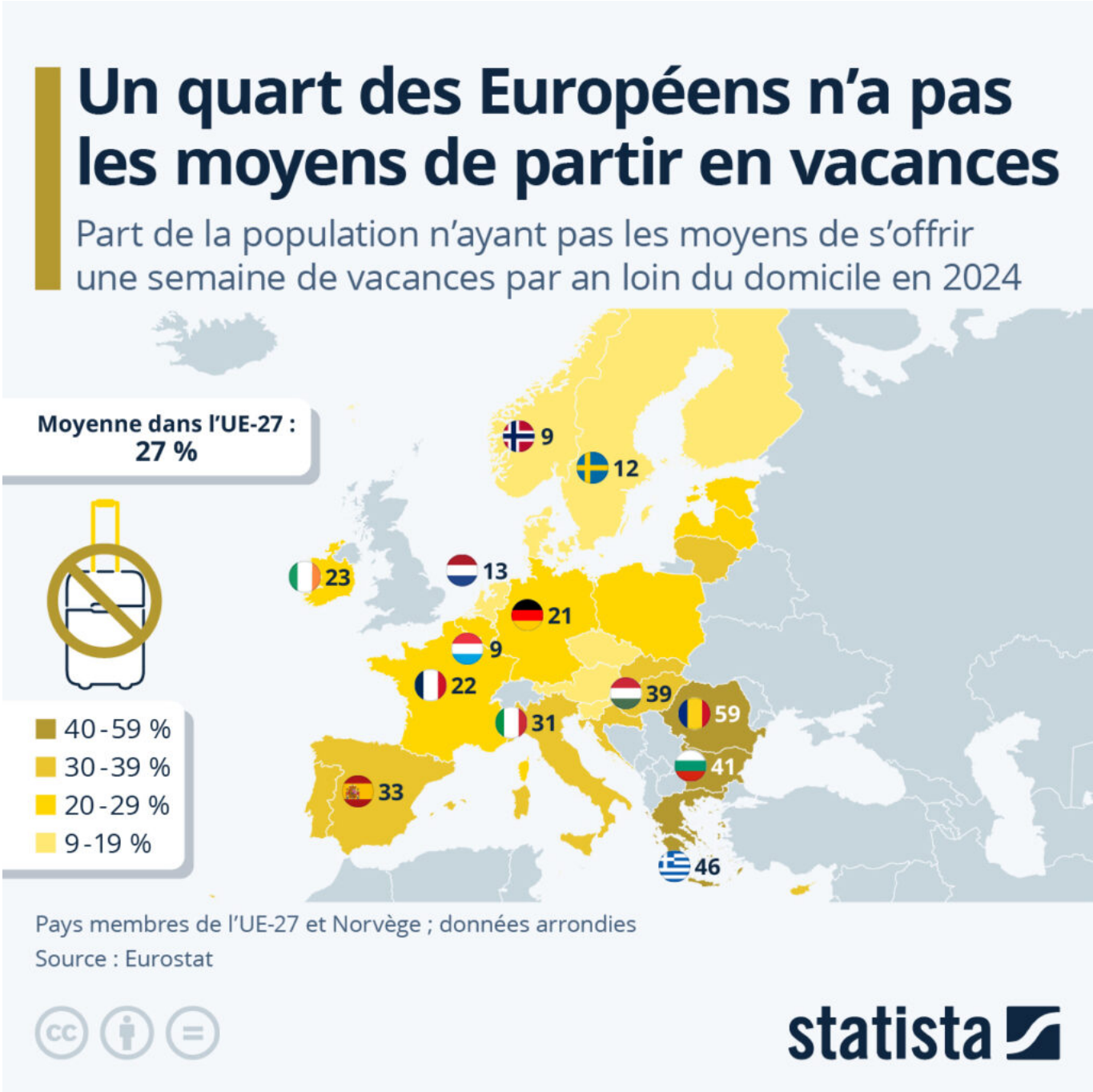
D'après l'OMS, en 2024, 60 pays ont été frappés par des épidémies « importantes ou perturbatrices » de rougeole, soit près de deux fois plus qu'en 2022. Le manque d'accès aux vaccins dans certaines régions est la principale cause du déficit de couverture vaccinale dans le monde, mais l'agence onusienne pointe aussi du doigt la menace que représente la désinformation sur la science et les vaccins.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Un Européen sur quatre n'a pas les moyens de partir en vacances

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025



Alors que la période des vacances estivales bat son plein, des données publiées vendredi dernier par Eurostat rappellent que de nombreux Européens n'ont pas les moyens de partir en vacances. En effet, en 2024, un peu plus d'une personne sur quatre dans l'UE (27 %) n'avait pas la capacité financière de s'offrir une semaine de vacances annuelles loin de son domicile.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

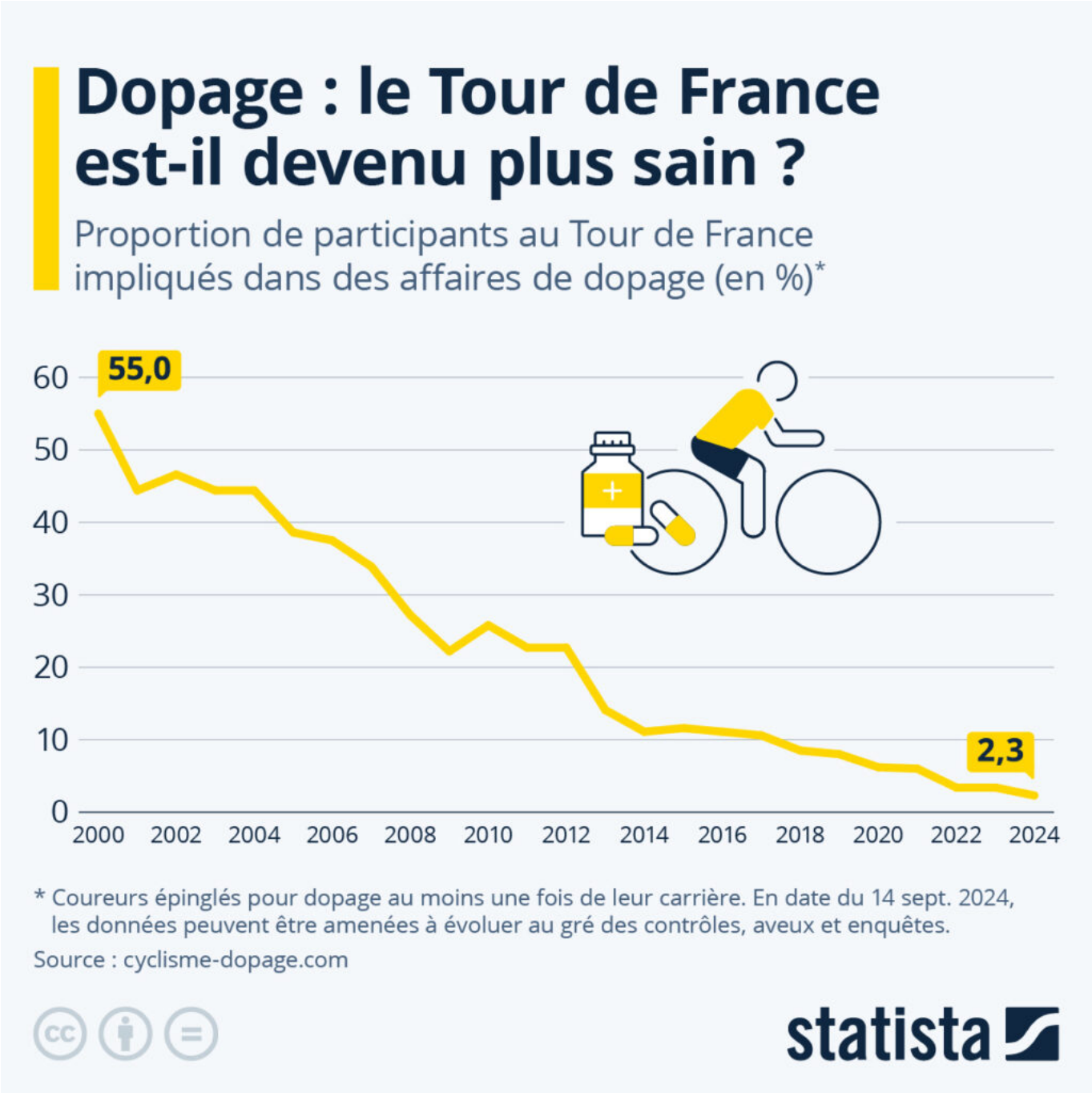
Comme le montre notre carte, les Européens sont loin d'être égaux face à cette situation : 22% des Français n'ont pas les moyens de partir une semaine par an, contre seulement 9% des Luxembourgeois et 12% des Suédois. Mais ce taux est beaucoup plus élevé dans les pays de l'Est et du Sud de l'Europe. Ainsi, environ un tiers de nos voisins espagnols et italiens (respectivement 33 et 31%) ont déclaré ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances. Mais ce sont les Roumains qui sont les plus nombreux à devoir renoncer à une semaine loin du quotidien : près de 60% d'entre eux n'en ont en effet pas les moyens.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Dopage : le Tour de France est-il devenu plus sain ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025



Parcourir les plus de 3 000 kilomètres du Tour de France sans avoir recours à des produits dopants ? Il n'y a pas si longtemps, c'était apparemment impensable pour la plupart des participants à la Grande Boucle. Si l'on se penche sur les données concernant les coureurs du Tour de la fin des années 1990 (entre 1998 et 2000), il s'avère que plus de la moitié d'entre eux ont été épinglés pour dopage au moins une fois au cours de leur carrière.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Après le scandale de l'affaire Festina en 1998 et la création de l'Agence mondiale antidopage l'année suivante, des progrès ont été réalisés en matière de réglementation et de contrôle, tandis que les sanctions prises ont exercé un effet dissuasif. Bien que des affaires continuent d'émailler le cyclisme, la proportion de participants au Tour de France convaincus pour dopage a constamment diminué au cours des deux dernières décennies. Comme le montre notre infographie, ce taux est actuellement inférieur à 10 % depuis 2018 – un chiffre pouvant encore naturellement évoluer au gré des contrôles, aveux et enquêtes à venir, alors que la possibilité d'éventuels cas de dopage avec de nouvelles substances non détectées n'est malheureusement pas à exclure.

Si le nombre de cas confirmés de recours aux produits dopants chez les participants ne cesse globalement de diminuer ces vingt dernières années, la proportion de tricheurs reste néanmoins élevée parmi ceux arrivés en tête de la Grande Boucle. Une statistique permet de mesurer l'ampleur du fléau : de 1998 à ce jour, plus de la moitié des coureurs du top 10 au classement final ont été impliqués dans des affaires de dopage, et sur le podium, ce ratio grimpe à environ deux sur trois. Des chiffres qui illustrent que l'appât du gain lors des grandes compétitions reste l'une des principales motivations à la prise de produits dopants.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Budget 2026 : que ciblent les 44 milliards d'économies du plan Bayrou ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

Le Premier ministre François Bayrou a dévoilé mardi 15 juillet son plan d'économies pour le budget 2026 de l'État. L'effort pour réduire le déficit public atteindra 43,8 milliards d'euros et comprend notamment le gel des prestations sociales et des retraites, la diminution des dépenses de santé (remboursement de soins), la réduction des effectifs dans la fonction publique ou encore la proposition de supprimer deux jours fériés. Si le président Emmanuel Macron a estimé que le budget présenté a « la vertu du courage, de l'audace et de la lucidité », ce plan d'austérité a néanmoins entraîné de vives réactions et critiques de tous bords. L'ancien Premier ministre Édouard Philippe (groupe Horizon) a estimé dans les colonnes du Parisien que « quasiment rien dans ce qu'il propose ne règle le problème », tandis que le groupe LFI a dénoncé lors d'une conférence de presse des « annonces antidémocratiques » se résumant à une « déclaration de guerre sociale ».

Comme le détaille notre infographie, les plus gros efforts demandés par le plan Bayrou se situent au niveau des prestations sociales et de retraites, maintenues en 2026 aux niveaux de 2025, soit une économie estimée à 7,1 milliards d'euros, suivies des dépenses de santé, avec des mesures comme le doublement des franchises médicales (reste à charge) et la révision du statut des maladies longue durée, qui devraient permettre d'économiser 5,5 milliards d'euros. Ensemble, ces deux postes contribuent à 29 % (12,6 milliards) des économies prévues pour le budget 2026.

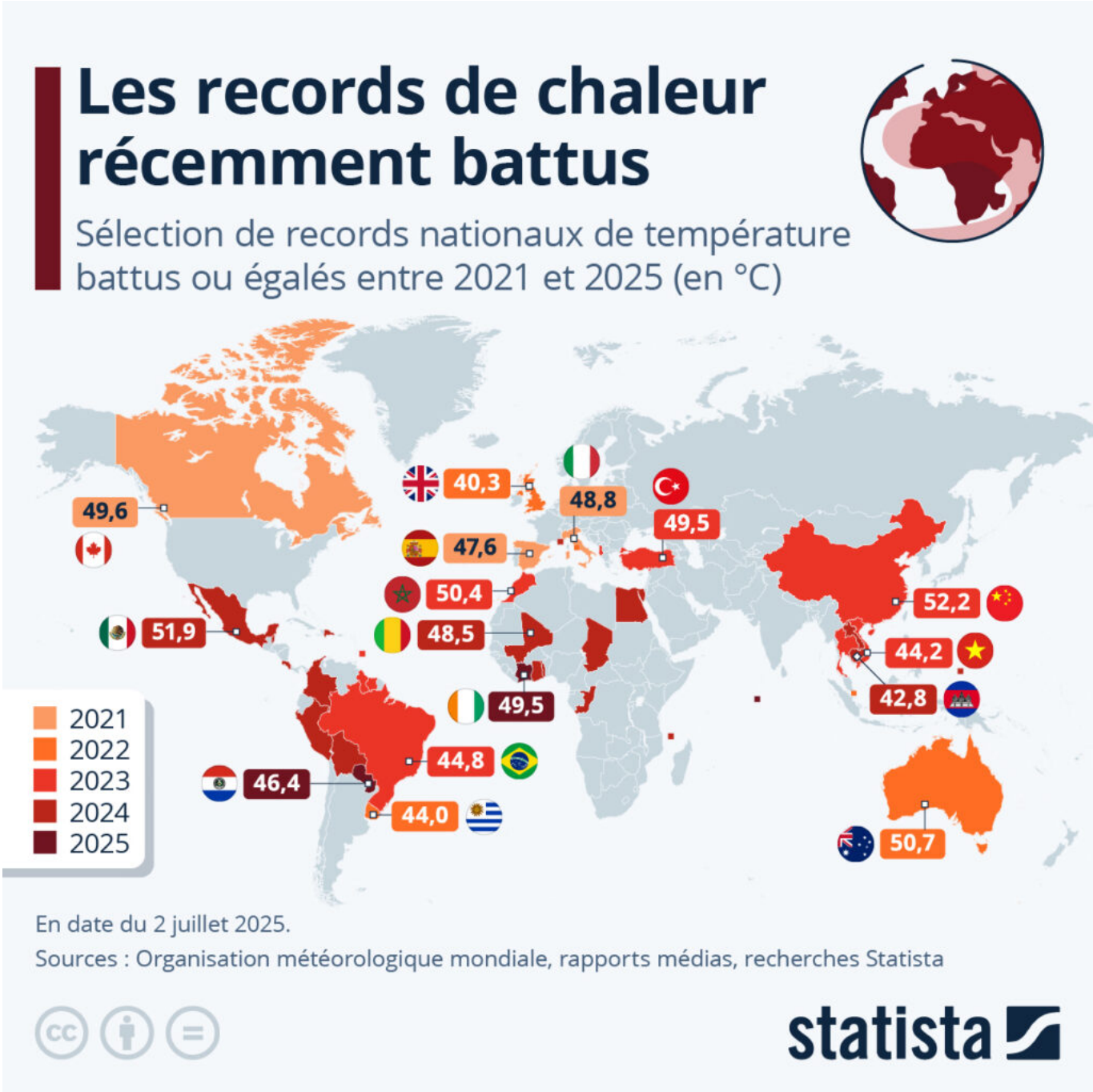
Parmi les autres sources majeures d'économies, on trouve également la réduction des dépenses de fonctionnement de l'État, avec une diminution des effectifs de fonctionnaires et des coûts liés aux opérateurs de l'État qui devrait permettre d'économiser au total 10 milliards d'euros (23 % du total). La réduction du budget des collectivités territoriales et la proposition de supprimer deux jours fériés (Lundi de Pâques et 8 mai) contribuent de leur côté à hauteur de respectivement 5,3 milliards (12 %) et 4,2 milliards (près de 10 %).

Enfin, combinés ensemble, les trois postes d'économies sur la fiscalité – mesures d'équité fiscale (4,2 milliards), niches fiscales et sociales (3,4 milliards) et lutte contre les fraudes fiscale et sociale (2,3 milliards) – représentent près de 10 milliards d'euros (23 %) du plan d'économies présenté par François Bayrou.

Les records de chaleur récemment battus

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025



La France vient d'être touchée par un épisode caniculaire intense et précoce. Lundi 1er juillet, 16 départements (dont l'Île-de-France pour la première fois en cinq ans) ont été placés en vigilance rouge pour canicule, qui correspond à « une canicule extrême, exceptionnelle par sa durée, son intensité, son extension géographique, qui présente un fort impact sanitaire pour l'ensemble de la population et des impacts sociétaux (sécheresse, approvisionnement en eau potable, aménagement ou arrêt de certaines

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

activités, etc.) ». 84 autres départements ont été placés en vigilance orange, et 200 écoles ont fait l'objet d'une fermeture partielle ou totale les 29 juin et 1er juillet en raison des risques liés aux températures.

Ces pics de chaleur deviennent-ils de plus en plus fréquents ? D'après des données de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Terre a connu l'an dernier la journée la plus chaude jamais enregistrée depuis le début des relevés en 1940 : le 22 juillet 2024, la température moyenne de l'air à la surface du globe a atteint 17,15°C. Ce chiffre dépasse les précédents records de 17,09°C, établi juste un jour plus tôt, et de 17,08°C, établi un an auparavant, le 6 juillet 2023.

À l'échelle mondiale, les records absolus de température s'enchainent autour du globe, comme le montre notre carte qui présente une sélection non exhaustive de records nationaux enregistrés depuis 2021. Les plus récents ont été relevés cette année au Paraguay (46,4°C), en Côte d'Ivoire (49,5°C) et aux Maldives (35,8°C). De nombreux records ont également été atteints en 2024, notamment au Mexique (51,9°C), au Mali (48.5°C), ou encore au Laos (43,7°C). L'année précédente, la Chine avait enregistré une température record de 52,2°C, tandis qu'au Royaume-Uni, le mercure a franchi pour la toute première fois la barre des 40°C en juillet 2022.

Durant l'été 2021, l'un des plus chauds mesurés sur Terre, le Canada, la Turquie, l'Espagne et l'Italie avaient enregistré les températures les plus hautes de l'histoire de leurs relevés. Le record italien, 48,8°C à Syracuse, représente même la température la plus élevée jamais mesurée en Europe.

En Antarctique, le record date de 2020 avec plus de 18°C atteints à la base Esperanza pendant l'été austral. En France, le record national de 46°C mesurés à Vérargues (Hérault) remonte à la canicule de 2019, pendant laquelle d'autres records avait été battus en Europe, comme en Belgique (41,8°C) et en Allemagne (41,2°C).

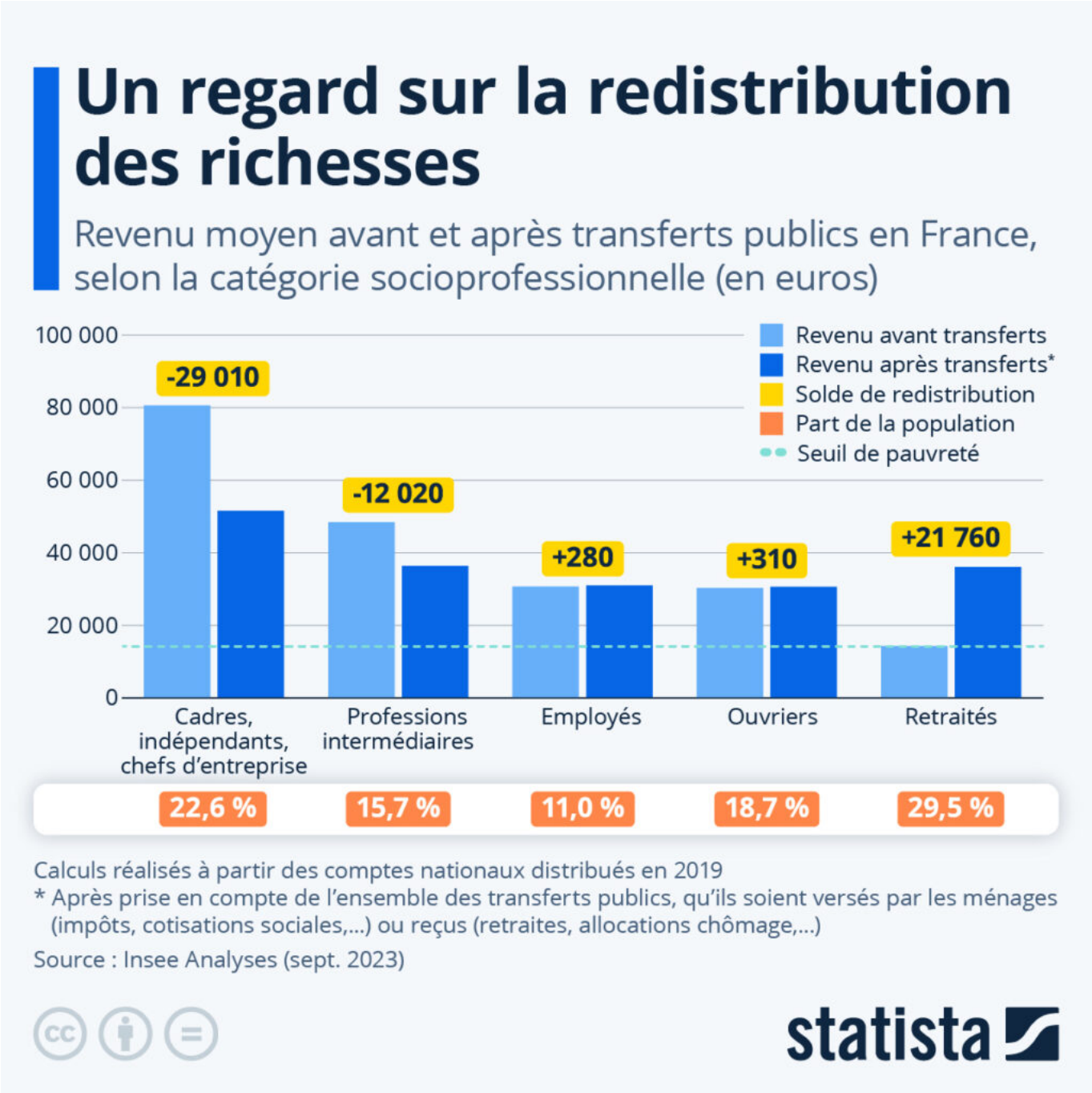
Deux ans avant, en 2017, le Pakistan (53,7°C) et le Koweït (53,9°C) avaient relevé les quatrième et troisième températures les plus hautes jamais mesurées sur Terre validées par l'OMM (il s'agit des records asiatiques). Le record mondial est toujours officiellement attribué à Furnace Creek, dans le désert californien, avec 56,7°C atteints en 1913.

De Valentine Fourreau pour Statista

Un regard sur la redistribution des richesses en France

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025



Pilier de son modèle social, le système de redistribution des richesses en France vise à réduire les inégalités et repose sur une logique de solidarité nationale, où les revenus des plus aisés contribuent au financement des services publics et des aides sociales destinées aux plus démunis. Si ses origines remontent à la fin du XIXe siècle, ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'il s'est réellement structuré, avec la création de la Sécurité sociale en 1945. Ce système fait de nos jours régulièrement

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 décembre 2025

l'objet de débat dans la sphère politico-médiatique, avec ses détracteurs qui critiquent son coût ou son inefficacité, tandis que ses défenseurs soulignent son rôle essentiel dans la protection des citoyens contre les aléas de la vie et les inégalités.

La redistribution s'effectue principalement via deux canaux en France : dans un sens les prélèvements obligatoires, comme les impôts et les cotisations sociales (déduites du salaire brut), et dans l'autres les prestations sociales, telles que les allocations familiales, les aides au logement et le revenu de solidarité active (RSA), conçues pour soutenir les ménages les plus démunis. D'après une analyse de l'Insee publiée en 2023, en France, la redistribution élargie améliore le niveau de vie de 90 % des individus appartenant à un ménage dont la personne de référence est âgée de 65 ans ou plus. Chez les 50-59 ans, près de 70 % des individus sont à l'inverse des contributeurs nets à la redistribution.

Les retraités représentent ainsi les principaux bénéficiaires nets de la redistribution en France, en grande partie car ils sont les destinataires des contributions du système de retraite par répartition, mais aussi les principaux bénéficiaires des prestations de santé. En dehors des retraités, les bénéficiaires nets de la redistribution sont surtout les plus modestes, ainsi que les familles avec enfants et les ménages moins diplômés. Comme le montre notre infographie, pour les ouvriers et les employés, le bilan redistributif est quasi neutre, alors que les chefs d'entreprise, cadres et travailleurs indépendants sont des contributeurs nets et, dans une moindre mesure, les professions intermédiaires.

De Tristan Gaudiaut pour Statista